

## ÉLECTIONS CSE CLINEA : LE PÉTARD MOUILLÉ DE LA CGT

Dans un récent communiqué de presse, la CGT met en doute l'honnêteté des élus du bureau CSE CLINEA en portant de graves accusations sur leur gestion. **L'UNSA dément ces accusations.** Le rapport sur lequel s'appuie la CGT, truffé d'inexactitudes et d'éléments hors contexte, est celui du Cabinet Dumont dont le dirigeant a été condamné, le 14 octobre 2021, à l'interdiction d'exercer la fonction de commissaire aux comptes pendant trois ans.

### • Un expert comptable rancunier

Remercié par le mandataire de justice du CSE ORPEA ainsi que par le CSE CLINEA courant 2022, cet expert comptable commissaire aux comptes n'acceptant pas de perdre ces juteux contrats, rédige à la hâte ce torchon et tente d'effrayer et de mystifier les membres du bureau CSE Clinea en faisant état de pseudo malversations, **dans l'espoir de conserver sa fonction.**

Étrange comptable qui torpille en 2022 des comptes qu'il a lui même validé en 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, et approuvé chaque années à l'unanimité par tous les élus, **y compris la CGT !**

### • Un audit indépendant des comptes du CSE refusé par la CGT

Pour rétablir la vérité sur les comptes, le CSE a voté un contrôle par un cabinet indépendant en septembre 2023. **Étonnement la CGT s'est opposée et demande l'annulation de cette décision.**

Le Cabinet Dumont ayant délibérément remis tardivement l'ensemble des pièces comptables de l'année 2022, uniquement fin septembre 2023 au nouvel Expert désigné par le CSE CLINEA, la présentation des comptes est donc retardée de quelques semaines.

### • La réalité sur les emplois et les salaires

Depuis 2017-2018, le CSE CLINEA dispose d'employés pour aider et accompagner le développement des œuvres sociales. Le rapport DUMONT précise que ces collaborateurs « coûtent » annuellement 13404 € et 44412 €. **La CGT s'emmêle les pinces et confond les salaires versés avec le coût salarial !**

Les rémunérations des collaborateurs du CSE Clinea, dénoncées par la CGT correspondent en réalité à des salaires nets mensuels de 1979€, 1575€ et 778€.

### • Historique, usage, coût de la plateforme numérique

Depuis 2013 et de nombreux échecs (Canal CE, Comiteo), faute de logiciels adaptés, le CSE a retenu après appel d'offre, le logiciel conçu sur mesure par une jeune start-up informatique, «Tactic-Up» créée par un ancien collègue d'Orpea et rattachée au groupe Bios (5 millions d'euros de capital social). Les critères étant non pas le copinage ou de lien familial comme l'insinue la CGT mais sur le seul fondement de l'efficacité et de la fiabilité du système. La différence de coût s'explique par les nombreux services supplémentaires apportés à l'utilisateur. **En 2018 ce choix fut approuvé majoritairement par les élus du CSE.**

Le logiciel, «Etimoc», complété par une permanence téléphonique et numérique en ligne facilite l'accès aux différentes œuvres sociales. Le bureau du CSE depuis 2019 sous la responsabilité de Slimane Braïk, a poursuivi le déploiement de la logistique qui a géré 2000 séjours de vacances, 25.000 places de cinéma, 21.000 entrées (parc de loisirs, zoos, musées,...), des concours et l'attribution des 1320 cartes-cadeaux, événements familiaux, sans oublier les 29.000 chèques de Noël(soit un budget de 2,5 millions d'euros !).

**Le coût des logiciels sur 5 ans représente une dépense inférieure à 200.000€, soit 5 € par an et par salarié.**

C'est curieux d'accuser les membres du bureau de détournement de fonds et de biens sociaux alors qu'à ce jour, il y a plus de 1.000.000 € dans la caisse du budget de fonctionnement, malheureusement non utilisable pour les œuvres sociales !

### • L'accès aux archives

Rapatriées d'une clinique parisienne, les archives du CSE sont stockées depuis la période Covid dans un local au 2ème étage du siège. À l'été 2023, suite à une demande des élus CGT, depuis le 24 juillet une clé du local est à récupérer auprès de la DRH par chaque organisation syndicale. **Contrairement aux allégations de la CGT, l'accès aux archives est libre.** Une mauvaise foi et une volonté de nuire que l'équipe UNSA ne comprend pas.

### • Les frais de déplacements des élus

Dans l'objectif de faciliter la gestion et le contrôle des frais de déplacements, le bureau du CSE a initié la mise en place d'un module, dont la complexité en a retardé l'usage.

→ Curieusement cette polémique survient à quelques jours des élections du CSE.

**Une indignation bien opportune qui ne dupera pas les salariés usagers de la plateforme depuis plusieurs années.** Seuls eux seront juges de la pertinence de ces attaques qui risquent de faire disparaître tout ce qui a été laborieusement construit ces dernières années.